

Date de réception: 01/02/2022

Date d'acceptation: 17/09/2022

Contraintes et modalités du financement bancaire des PME algériennes : cas des banques de la wilaya de Bejaia.

Constraints and modalities of bank financing for Algerian SMEs: case of banks of the wilaya of Bejaia.

Saidani Salim¹, Mouffok Nacer-Eddine^{*2}

¹ Université de Bejaia, Laboratoire Economie et Développement (Algérie), salim.saidani@univ-bejaia.dz

² Université de Bejaia, Laboratoire Economie et Développement (Algérie), nacereddine.mouffok@univ-bejaia.dz

Résumé:

Cet article a pour but d'apprécier les conditions et les modalités du financement bancaire des PME de la wilaya de Bejaia, qui peuvent se traduire par de réels freins et obstacles pour ces entreprises censées être un important levier de croissance économique. Pour cela, nous avons procédé à une enquête de terrain sous forme de questionnaire adressé aux seize enseignes bancaires présentes dans la wilaya de Bejaia. Les témoignages des banquiers et la synthétisation obtenue à l'aide du logiciel Sphinx IQ2, associés au confortement économétrique du logiciel SPSS, ont confirmé le fait que ces entreprises ne trouvent pas souvent d'échos favorables de la part de ces établissements de crédit, qui sont constamment en train de se prémunir contre les aléas du crédit par une sélectivité parfois jugée excessive envers ces PME.

Mots clés : Banque, Bejaia, crédit, financement, PME.

Codes de classification JEL: G320, G330

Abstract:

This article aims to assess the conditions and methods of bank financing for SMEs in the wilaya of Bejaia, which can

*** Auteur correspondant**

result in real brakes and obstacles for these companies, which are supposed to be an important lever for economic growth. For this, we have carried out a field survey in the form of a questionnaire addressed to the sixteen banking brands present in the wilaya of Bejaia. Testimonials from bankers and the summary obtained using the Sphinx IQ2 software, combined with the econometric support of the SPSS software, confirmed the fact that these companies do not often find favorable echoes from these credit institutions. Who are constantly in the process of protecting themselves against the vagaries of credit through a selectivity sometimes considered excessive towards these SMEs.

Keywords: Banks, bejaia, credit, financing, SMEs.

JEL Classification Codes : G320, G330

INTRODUCTION

La Petite et Moyenne Entreprise (PME) tient une place prépondérante dans le paysage économique. Présente dans tous les secteurs d'activités, elle prend place et fonctionne dans les différents marchés qu'ils soient locaux, régionaux, nationaux, ou internationaux (Silem & Albertini, 2008, p. 23). Cette catégorie d'entreprise est de nos jours de plus en plus repensée, du fait que cette dernière est considérée comme étant le moteur de la croissance économique, et est devenue un puissant levier sur lequel s'appuient les pouvoirs publics pour atteindre leurs objectifs de redynamise économique.

Les besoins en financement exprimés par les PME sont le plus souvent liés aux investissements d'une part (besoin de financement à moyen et long terme), à l'exploitation (besoin de financement à court terme) d'autre part, et enfin à l'innovation (Mourgues, 1994, p. 10). Une autre source de financement qui est incontournable est l'autofinancement (financements en fonds propres). Ce denier est défini comme étant le surplus monétaire dégagé par l'entreprise sur son activité propre et conservé pour financer son développement futur (Cohen, 1991, p. 194).

Toutefois, dans la majorité des cas, les besoins en financement des entreprises algériennes sont couverts par des concours bancaires à intérêts, et qui peuvent être à caractère bonifié ou pas. Par ailleurs, les besoins en financement des PME peuvent regrouper l'ensemble des opérations relatives à l'acquisition ou à la création des moyens de production qu'ils soient incorporels tel que les brevets, les fonds commerciaux...etc. Corporels comme les terrains, les constructions, le matériel de transport...etc. Ou bien financiers, on site : les crédits à moyen et long terme, les avances de trésorerie...etc. De même que le besoin de financement peut également s'étendre à la partie immobilisée de l'actif circulant (stock, créances, etc.).

Par ailleurs, en vue de faire face à la concurrence acharnée, de nombreuses entreprises comptent sur la créativité et l'innovation, et ce, afin de s'aligner sur le marché qui est en continuelle mutation et à forte rivalité. Le tout est dans une

vision d'amélioration de leur productivité, mais aussi afin de pousser plus loin l'aspect de modernisation et d'innovation, ceci se traduit alors par ce que l'on appelle communément les investissements d'expansion. Le besoin en financement dédié à l'innovation est directement lié à la concurrence acharnée entre les entreprises, ceci, pousse ces dernières à innover afin d'offrir de nouveaux produits et services de haute valeur ajoutée (Boldrini, 2008, p. 12). C'est dans cette optique que s'inscrit notre contribution, afin de mettre en lumière la typologie des financements des PME, notamment de sources bancaires. Ces financements se doivent selon (Dufourcq, 2014, pp. 39-53), être assurés de manière fluide, globale, et avec des solutions diversifiées et à coûts modérés.

Donc, l'article que nous proposons a pour objectif de répondre à la question principale suivante :

Quels sont les principaux besoins en financement des PME de la wilaya de Bejaia ? Le soutien bancaire aux PME de la wilaya de Bejaia, est-il tributaire d'un schéma procédurier sélectif relevant de conditions et de modalités bien spécifiques ?

Afin de répondre à cette problématique principale, nous avons choisi de concentrer nos efforts sur une étude de terrain qui a duré quatre mois, celle-ci s'est étalée de Juin à Aout 2020. L'objectif de notre investigation a été d'étudier les besoins, les modalités ainsi que les conditions d'octroi des crédits bancaires à cette composante incontournable de l'économie algérienne, qui n'est autre que la PME, à travers une enquête par questionnaire auprès des banques de la place, situées au niveau du chef-lieu de la wilaya de Bejaia, que nous avons par la suite confirmé les résultats par un modèle économétrique.

La première hypothèse de cette recherche, est que les PME, sont constamment à la recherche de financements externes. Mais, sur le marché algérien, les banques sont les principaux partenaires susceptibles de répondre aux besoins de ces entreprises. Ainsi, à l'aide des différents dispositifs d'aide aux PME, mis en place par les pouvoirs publiques, l'accès de

ces entreprises aux crédits bancaires devrait être facilité et fluide.

La seconde hypothèse, est que le schéma procédurier en matière d'octroi de crédits est d'aspect complexe et fort sélectif. Il s'agit, selon nous, d'un circuit de validation qui doit faire intervenir différentes strates, structures et paliers de ces établissements financiers. Ce qui conduit ces établissements de crédit à adopter une approche très sélective envers les PME.

Afin de vérifier nos deux hypothèses, nous avons scindé notre travail en deux parties distinctes : Le premier volet est consacré à l'analyse et à l'interprétation des résultats obtenus à travers nos recherches bibliographiques ainsi que par le questionnaire adressé aux banques. Le deuxième volet, nous l'avons principalement dédié à la synthétisation des résultats obtenus des deux approches qualitative et quantitative combinées, et aux recommandations adressées à ces établissements de crédit, et ce en vue d'une gestion plus efficace des crédits bancaires.

Pour répondre à nos interrogations illustrées par questionnaire, nous avons opté pour l'interrogation directe des responsables de tous les établissements financiers présents dans la ville de Bejaia, ce qui ne peut se faire que par une approche de terrain. D'autre part, étant donné le caractère mixte du secteur financier algérien, qui se compose à la fois de banques publiques et privées, il était donc pour nous indispensable de cerner ces deux segments, avec pour finalité de les prospector à travers cette enquête de terrain qui reprend l'essentiel de nos questionnements et qui est dédié à ces organismes.

Enfin, il nous a été affirmé par les banquiers enquêtés, que c'est tous leurs réseaux d'agences et centres d'affaires qui fonctionnent de manière similaire. Ceci obéit notamment à l'uniformisation et à la standardisation de leurs réglementations, leurs schémas procéduriers et modalités de traitement. D'un autre côté, cela peut également renvoyer à l'orientation même de la politique de chaque banque envers sa clientèle.

C'est ainsi que nous nous sommes concentrés sur les seize enseignes bancaires présentes dans la wilaya de Bejaia, et nous

n'avons pas eu besoin de nous rapprocher de tout le réseau de ces établissements vu que leurs modes de traitement sont les mêmes, donc leurs réponses seront elles aussi similaires, d'où notre approche déductive.

Justificatif des logiciels utilisés

Nous avons choisi d'appréhender la problématique des contraintes et modalités de financement bancaire des PME de la wilaya de Bejaia avec les deux approches Qualitative et Quantitative combinées.

Pour cela, nous avons opté dans un premier temps pour le logiciel "Sphinx IQ2" qui nous a permis de concevoir le questionnaire, puis de saisir manuellement et de façon automatique les réponses et les témoignages recueillis, de sorte à mener à bien notre gestion de données et de traitement des résultats de l'enquête.

Dans un second temps, l'approche quantitative à l'aide du logiciel " SPSS ", nous a permis de conforter et de confirmer statistiquement les résultats de l'enquête.

Durant notre recherche, nous avons été confronté à bon nombre de difficultés, car nous avons ciblé toutes les banques de la wilaya de Bejaia, en l'occurrence les six banques publiques et les dix autres privées qui sont, quant à elles, de dimension multinationale, et toutes sont présentes dans la place financière de la wilaya de Bejaia. Ce qui correspond à 58 agences et pas moins de 14 centres d'affaires, rien que sur la région de Bejaia.

Par ailleurs, dans le but d'avoir une vue panoramique sur la fonction bancaire, et sur le financement des PME en particulier, nous avons jugé préférable de questionner directement les Chefs d'établissements, ce choix est motivé par la volonté d'avoir une vue d'ensemble sur ces enseignes. Ce n'est qu'après de nombreux rappels et relances, que nous avons pu obtenir ces réponses synthétisées dans notre étude. Néanmoins, nous tenons à préciser que toutes les enseignes bancaires enquêtées ont répondu présentes et ont pris le temps de répondre à notre questionnaire d'enquête, exception faite de

quelques questions pour diverses raisons, entre autres, des réponses non connues, informations confidentielles...etc.

Banques et PME Algériennes

La réglementation algérienne, et selon l'article n° 5 de la loi n° 17-02 du 10 janvier 2017 portant loi d'orientation sur le développement de la Petite et Moyenne Entreprise (PME), parue au journal officiel de la république algérienne du 11 Janvier 2017, définit la PME, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services : employant une à deux cent cinquante personnes, et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas quatre milliards de dinars algériens, ou bien, dont le total du bilan annuel n'excède pas un milliard de dinars algériens, et ce, quel que soit son statut juridique. Nous allons commencer par la classification des PME, et nous enchaînerons par la répartition de ces entreprises dans la région de Bejaia.

Classification des PME

Selon leur appartenance, les PME peuvent être catégorisées comme suit :

- Les entreprises privées (avec deux types suivant le nombre de personne qui apportent les capitaux : un ou plusieurs, ou suivant le risque encouru : limité ou illimité) ;
- Les entreprises publiques (avec plusieurs formes : les régies directes, les établissements publics industriels, commerciaux, et les entreprises nationalisées) ;
- Les entreprises semi-publiques (les sociétés d'économie mixtes, les concessions et les régies intéressées) (Bressy & Konkuyt, 2004).

D'un autre coté, il est clair que très souvent, le développement d'une entreprise ne peut s'envisager que par une étude de ses besoins et de son financement (Ahouissou & Andriamahenina, 2012).

Répartition de la population PME en Algérie

Le tableau ci-dessous, donne un état des lieux sur la population des PME en Algérie avec des chiffres arrêtés au 30 Juin 2021. D'après le bulletin du ministère de l'industrie, la population totale de la PME en Algérie était de 1 267 220 entreprises dont seulement 225 sont des PME publiques et le reste, à savoir 1 266 995 sont toutes des PME d'appartenance privée.

La PME a généré au premier semestre 2021 plus de trois millions d'emplois, ce qui constitue un réel levier d'absorption du chômage.

Tableau 01. Répartition de la population PME en Algérie au 30/06/2021

Population totale des PME (tous statuts confondus)	1 267 220	
PME créées	33 758	
Cessations d'activités (PME privées)	7 103	
PMI	108 762	
PME publiques	225	
Densité des PME (Nombre de PME pour 1000 Habitants)	Tous statuts juridiques confondus/ Moyenne internationale	28/45
	Personnes morales privées/ Moyenne internationale	16/45
Emplois (agents)	3 083 503	
Importations (Millions de \$)	18 779,75	
Exportations (Millions de \$)	16 358,05	

Source : Bulletin d'informations statistiques N°39 Edition novembre 2021, Ministère de l'industrie.

Evolution de la population PME dans la wilaya de Bejaia

Le tableau ci-dessous, donne un état des lieux sur l'évolution de la population des PME dans la wilaya de Bejaia durant les périodes allant de 2017 au 1^{er} Semestre 2021.

Tableau 2. Evolution de la population PME en Algérie de 2017 au 30/06/2021.

Années	Nbr PME	Evolutions en %
2017	30 165	/
2018	32 347	7
2019	33 963	4
2020	35 205	3
au 30/06/2021	36 221	2

Source : Etabli par nous mêmes d'après les bulletins d'informations statistiques N°34, 35, 36, 37, 38 et 39 du Ministère de l'industrie et des mines, éditions entre Avril 2019 et Novembre 2021.

D'après le tableau plus haut, nous pouvons constater que la population de la PME de la région de Bejaia connait une sensible évolution durant toute la période étudiée, avec 6 065 nouvelles PME entre 2017 et au 30/06/2021, soit une évolution de plus de 20% en l'espace de quatre années. Témoignage de la place prépondérante qu'occupe cette catégorie d'entreprises notamment d'appartenance privée dans le paysage économique de cette région.

Le tableau ci-dessous retrace les mouvements de la population PME dans la wilaya de Bejaia au 30/06/2021

Tableau 03. Mouvements de la population PME dans la wilaya de Bejaia au 30/06/2021

Nbr PME en 2020	Mouvements PME au 30/06/ 2021				Nbr PME au 30/06/2021
	Création	radiation	réactivation	croissance	
35 205	855	27	188	1 016	36 221

Source : Etabli par nous mêmes d'après le bulletin d'informations statistiques N°39 du Ministère de l'industrie et des mines, édition Novembre 2021.

D'après le tableau plus haut, la région de Bejaia a connu 855 nouvelles créations et 188 réactivations entre 2020 et au 30/06/2022, soit une croissance de l'ordre de 1 016 entreprises. Ainsi, nous pouvons prétendre au fait que la région de Bejaia attire les investisseurs en quête de marchés prometteurs. Une autre explication, est le fait que cette wilaya dispose non seulement d'infrastructures (port, aéroport, routes nationales...etc), mais également, de nombreuses zones d'activités et zones industrielles réparties sur ses plus grandes communes (Bejaia, El Kseur, Toudja, Akbou, Amizour...etc). Ce qui attire les entrepreneurs, en quête d'assiettes foncières pour concrétiser leurs projets.

Nous passons à présent au deuxième chapitre, dédié aux banques présentes dans la wilaya de Bejaia, avec une projection sur leur réseau national.

Réseau bancaire de Bejaia et projection nationale

Suite à nos investigations, nous avons pu faire la représentation suivante, qui retrace les données chiffrées sur l'amplitude des réseaux bancaires à l'échelle de la wilaya de Bejaia ainsi qu'au niveau national, celles-ci sont représentées dans le tableau ci-après :

Tableau 4. Illustration des enseignes bancaires.

BANQUES	WILAYA BEJAIA
BNA	6 agences
BEA	2 agences
BDL	5 agences
CPA	7 agences
BADR	13 agences
CNEP	10 agences
TRUST	1 agence mixte
NATIXIS	2 centres d'affaires

AGB	2 agences mixtes
AL SALAM BANK	1 agence mixte
FRANSABANK	1 agence mixte
SGA	5 agences et 2 centres d'affaires
BNP	3 agences et 2 centres d'affaires
HOUSING	1 centre d'affaires
ABC	1 agence mixte
EL BARAKA	1 agence mixte

Source: Elaboré par nos soins d'après les résultats de l'enquête et des données du CNRC.

D'après les données du tableau, il est clair que la place financière de Bejaia est très riche, en matière de présence et de taux de pénétration des établissements de crédit. Sur un total de dix huit enseignes bancaires présentes en Algérie, la wilaya de Bejaia en compte seize.

Analyse et interprétation des résultats

Dans ce qui suit, nous allons essayer de reprendre les réponses obtenues du questionnaire, avec une première analyse qualitative des résultats. Nous avons mené cette enquête auprès de toutes les enseignes bancaires de la ville de Bejaia et qui sont au nombre de seize. Ce choix est motivé, d'une part, par le fait que les plus importants centres d'affaires ainsi que les plus grandes agences bancaires sont implantées dans cette commune, pareil pour de nombreuses directions régionales de ces mêmes enseignes.

D'autre part, la place financière de Bejaia se trouve dans son chef-lieu, d'où le fait que parmi les seize banques enquêtées, sept d'appartenance multinationale ne se trouvent nulle part ailleurs dans le territoire de la wilaya, mais uniquement dans sa métropole. Sinon, la quasi-totalité des centres d'affaires des banques privées se trouvent dans la commune de Bejaia, hormis trois, et qui sont situés dans la commune d'Akbou. C'est ainsi que Bejaia, abrite un réseau bancaire important, sur lequel nous n'avons pas hésité à concentrer nos recherches.

Pour ce qui est des entreprises, il est à noter que la région enquêtée, abrite un nombre important et diversifié de PME, toutes catégories confondues, qui exercent dans les différentes branches et secteurs d'activités, et dont les besoins en opérations de financement, notamment bancaires, se font grandement sentir par le volume élevé des demandes de crédits adressées aux établissements financiers.

Enfin, toutes les banques interrogées exercent toutes les opérations de crédit. Les répondants à notre questionnaire sont exclusivement des managers Chefs d'établissements, leurs réponses et explications nous ont suffisamment éclairés sur le sujet.

Dépouillement et interprétation qualitative des résultats

Nous allons essayer de reprendre les réponses collectées auprès des établissements financiers enquêtés, en l'occurrence toutes les enseignes bancaires présentes dans la wilaya de Bejaia, ce qui nous permettra, in fine, de mieux cerner et de manière neutre et impartiale, d'une part les besoins en financement récurrents des PME de la wilaya de Bejaia, les mécanismes de fonctionnement et de mise à disposition de la panoplie des crédits mis à la disposition de ces dernières par les banques, notamment les seize objets de notre étude. D'autre part, cela nous permettra d'analyser de manière étendue et objective les différentes modalités et formules d'octroi des crédits par ces mêmes enseignes à leurs clientèles PME.

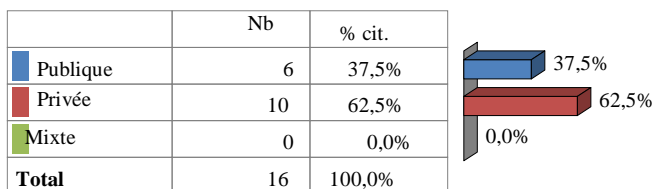
Vue générale sur la fonction du crédit dans la relation Banque/ PME

Ce premier point regroupe des questions relatives aux crédits, mais traite également de la relation étroite qui lie les PME à leurs créanciers. Ces interrogations sont principalement adressées aux établissements bancaires, leur illustration est relatée dans ce qui suit.

- ❖ **La réponse à la question N°01 : Quel est le statut des banques enquêtées ?**

La figure (1) suivante représente les Seize enseignes bancaires interrogées, ces dernières sont scindées en Six banques publiques et Dix privées. D'après l'enquête menée, il s'avère que les banques de la wilaya de Bejaia sont à 62% des enseignes privées.

Fig. 1. Statut des enseignes bancaires enquêtées

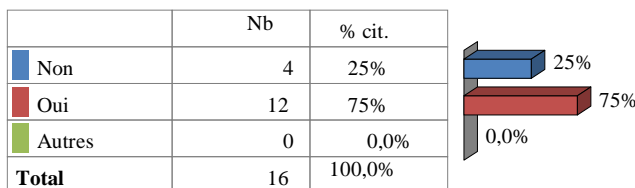


Source: Etablie par nos soins d'après les résultats de l'enquête.

❖ La réponse à la question N°02 : Votre banque dispose-t-elle d'une politique clairement définie en matière de crédit ?

La figure (2) ci-dessous synthétise les résultats obtenus en matière de politique de crédit adoptée par les banques enquêtées. Il en ressort que trois quart (pas moins de 75%) des enseignes enquêtées possèdent une politique de crédit clairement définie en matière d'octroi de crédit. Ceci confirme notre hypothèse à ce sujet. Sinon pour ce qui est des autres enseignes, et qui sont majoritairement des établissements à caractère public, et d'après les témoignages recueillis, il s'avère que ces dernières se contentent uniquement de suivre les directives et orientations de leur tutelle, notamment en matière de délégation de pouvoirs décisionnels et n'ont suffisamment pas marge de manœuvre ou bien d'appétit commercial.

Fig. 2. Politique de crédit clairement définie

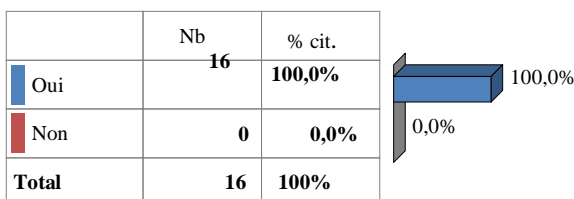


Source: Etablie par nos soins d’après les résultats de l’enquête.

❖ La réponse à la question N° 03 : Est-ce que vous considérez la PME comme un élément stratégique dans votre activité ?

Les résultats de l'enquête repris dans la figure ci-dessous confirment le fait que toutes les banques de la place financière de Bejaia considèrent la PME comme étant un élément stratégique dans leur activité. Ce résultat approuve la place prépondérante que tient ce type d’entreprise dans le paysage financier de la wilaya de Bejaia.

Fig. 3. La PME comme élément stratégique



Source: Etablie par nos soins d’après les résultats de l’enquête.

Conditions et modalités de Financement des PME

Ce deuxième point noyau de notre étude, est consacré à la mise en avant des conditions et modalités de financement bancaires et de la catégorisation des PME.

❖ La réponse à la question N° 04 : Quels sont les critères de segmentation clientèle PME de votre banque ?

D’après les résultats de notre étude, il en ressort que trois quart des banques questionnées optent pour le chiffre d’affaires

comme principal critère de segmentation clientèle, qui est sans doute très réconfortant d'un point de vue financier (mais reste tous de même discutable si l'on examine les résultats d'activité dégagés), suivi par la rentabilité attendue du crédit à hauteur de 50% qui quant à lui demeure un atouts incontournable des banquier pour défendre leurs clients lors des comités de crédit. Sinon, pour ce qui est du secteur d'activité et de la fidélisation du client, ces derniers terminent ex aequo (37,5% chacun).

Donc, d'après les résultats obtenus, le principal levier de segmentation clientèle demeure le chiffre d'affaires, car la catégorisation des entreprises est de nos jours très importante du fait que l'on ne peut mettre au même pied d'égalité, ou bien accorder les mêmes privilèges et avantages à deux sociétés de pool complètement différents. Ceci est dû au fait que le business diffère d'une entreprise à une autre, de même pour la rentabilité attendue sur les projets à financer. On note le traitement privilégié des grands groupes d'affaires aux bilans consolidés, et dont le chiffre d'affaires est des plus importants.

Nous retrouvons aussi comme réponses, la rentabilité attendue ainsi que le secteur d'activité, qui sont deux critères de segmentation tout aussi pertinents, car tout crédit ne peut être accordé qu'à des projets viables et appropriés. Par ailleurs, le secteur d'activité doit être porteur et non soumis à des crises récurrentes, comme c'est actuellement le cas pour le BTPH, qui est en réelle régression et dont la plupart des établissements de crédit se méfient, principalement des entreprises qui signent des projets avec l'Etat, qui est sans nul doute, le meilleur créancier en termes de règlement, mais l'un des pires en matière de délais de règlement.

Fig. 4. Les critères de segmentation clientèle PME

	Nb	% obs.	
Le chiffre d'affaires	12	75,0%	75,0%
La rentabilité attendue	8	50,0%	50,0%
Le secteur d'activité	6	37,5%	37,5%
La fidélisation	6	37,5%	37,5%
Autres, à préciser	0	0,0%	0,0%
Total	16		

Source: Etablie par nos soins d'après les résultats de l'enquête.

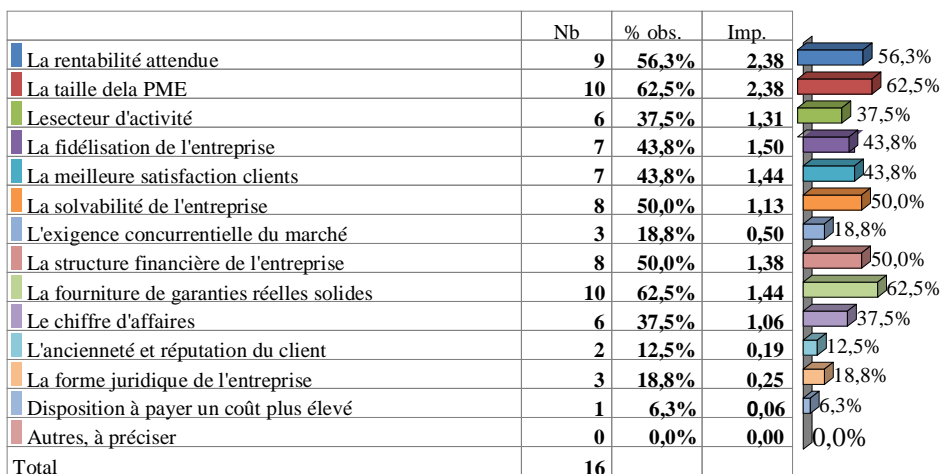
❖ La réponse à la question N° 05 : Quels sont les paramètres déterminants pour accorder des crédits aux PME ?

D'après les résultats obtenus, 62,5% des réponses obtenues en matière d'octroi des crédits, tendent vers deux principaux paramètres, en l'occurrence la taille de l'entreprise, ainsi que son aptitude à fournir des garanties réelles et solides. Réponses qui nous semblent tout à fait légitimes. L'activité de crédit est un domaine très risqué, et les banques se doivent avant tout de se prémunir contre ces aléas par leur couverture, ceci se fait principalement par le recueil de garanties solides et pertinentes, à hauteur des engagements accordés.

La deuxième observation est la taille de l'entreprise, ce qui sous-entend les grands groupes de sociétés à activités diversifiées, qui peut aussi dans une certaine manière aiguïser l'appétit des banquiers en matière de business et de captation de flux. Puis, nous retrouvons les paramètres de rentabilité attendue à hauteur de 56,3%, suivi par le critère de solvabilité à 50% et de structure financière elle aussi à 50%. Car, une banque est aussi une entreprise économique et se doit avant tout de faire du chiffre de manière à assurer sa pérennité, tout en assurant sa couverture contre les aléas du crédit. Ainsi, une société solvable et bien capitalisée peut prétendre à une meilleure prise en charge de ses besoins de financement, qu'ils soient destinés à des fins d'investissement, d'exploitation ou bien même d'innovation. Les critères restants relatifs à la fidélisation de l'entreprise et à la satisfaction client (43,8% chacune). Il est clair que le secteur

bancaire évolue plus que jamais dans un environnement concurrentiel rude, d'où l'importance accordée par ce dernier à ces deux paramètres à caractère relationnel.

Fig. 5. Les déterminants pour l'accord d'octroi de crédits



Source: Etablie par nos soins d'après les résultats de l'enquête.

❖ Réponse à la question N° 6 : Quels sont les motifs avancés par votre agence pour le rejet des demandes de crédit ?

D'après l'analyse des réponses, nous retrouvons comme principal argument, l'insuffisance des garanties fournies par les PME en échange d'un financement, et ce à plus de 81%.

L'explication avancée est que les entreprises qui recherchent un financement ne sont pas toujours prêtes à fournir des garanties concrètes et solides en échange des crédits demandés, de plus, il est à noter que le montant de la garantie se doit de couvrir l'intégralité du crédit avancé par la banque. Dans le même ordre d'idées et d'après nos entretiens avec les chefs d'établissement bancaires, il s'avère que la plupart des banques étrangères se contentent des cautions personnelles et solidaires des associés en contre partie des crédits octroyés, ce qui n'est pas toujours le cas des banques publiques qui exigent des garanties réelles et tangibles en contrepartie de financements aussi moindre soit-il.

Le second problème posé est celui de l'insolvabilité des PME à 62,5%, ceci est reflété en grande partie dans les états financiers présentés par ces entreprises. Une entreprise à résultat non satisfaisant voir même déficitaire, ou bien déjà surendettée, ne peut aucunement prétendre à de nouveaux concours bancaires qui viendront aggraver sa santé financière, et ainsi peser davantage sur leurs bilans. Ce qui est tout à fait contraire à l'éthique bancaire.

Nous nous sommes penchés sur le point de « l'inadéquation du dossier avec l'activité », il s'avère que 56,3% des établissements questionnés sont prudentes sur le fait de financer de nouveaux projets en rupture totale avec l'activité initiale de la société. Ce qui traduit la réticence de ces firmes envers la prise de risques importants pour des projets dont la rentabilité ne pourra s'exprimer qu'à très long terme. Donc, comme argument, les banques avancent la carence en savoir-faire de l'entreprise, pour cela, la banque se tourne plus vers les investissements d'extension ou de renouvellement.

Fig. 6. Les motifs de rejet de prêt avancés par les banques

	Nb	% obs.	
Garanties insuffisantes	13	81,3%	81,3%
Etude technico-économique non pertinente	6	37,5%	37,5%
Dossier incomplet	4	25,0%	25,0%
L'insolvabilité de l'entreprise	10	62,5%	62,5%
Déséquilibre financier chronique	6	37,5%	37,5%
Inadéquation du dossier avec l'activité	9	56,3%	56,3%
Autre réponse	0	0,0%	0,0%
Total	16		

Source: Etablie par nos soins d'après les résultats de l'enquête.

La première partie de l'analyse étant achevée, nous passons directement au deuxième point dédié à l'estimation économétrique des résultats obtenus.

Modélisation économétrique des résultats de l'enquête.

Nous allons, dans ce qui suit, essayer d'estimer les paramètres obtenus suite à notre étude, et ce à l'aide du logiciel SPSS. Les résultats d'estimation sont retracés ci-dessous.

▪ **La fonction de la politique de crédit**

Tableau 5. Estimation des paramètres

a2 ^a	B	Erreur std.	Exp (B)	Intervalle de confiance 95% pour Exp(B)	
				Borne inférieure	Borne supérieure
1,0	1,609	,775	5,000	1,096	22,820

Source: Etabli par les auteurs

▪ **La modalité de référence est : ,0**

En ce qui concerne les critères de segmentations clientèles, la fonction de politique de crédits des banques s'écrit de la forme : $a_2 = 1.609 b_3 + \varepsilon_i$ (1)

L'estimation du coefficient associé à b3 permet d'avoir l'odds ration quand le chiffre d'affaire de la PME varie d'un niveau: $RC = \exp(\beta_1) = 5$ (2)

Ainsi, l'octroi de crédits par les banques est une fonction positive du chiffre d'affaires des PME.

Tableau 6. Pseudo R-deux

Cox et Snell	,305
Nagelkerke	,407
McFadden	,262

Source: Etabli par les auteurs

Le test d'ajustement global du modèle montre que 40.7% de la variance de la variable dépendante est expliquée par la variation des variables indépendantes. Autrement dit, le modèle explique 40.7% de la variance de la variable dépendante. Ce modèle est satisfaisant pour expliquer la politique des crédits des banques.

➤ **Illustration des modèles logit dégagés**

On présente les modèles logit liés aux résultats d'estimation.

➤ **Modèle logit pour les paramètres de crédits**

Tableau 7. Estimation des paramètres

a2a	B	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour Exp (B)	
			Borne inférieure	Borne supérieure
1,0 p8	1,386	4,000	,849	18,836

Source: Etabli par les auteurs

▪ **La modalité de référence est : ,0**

En ce qui concerne les paramètres d'octroi de crédits, la fonction de politique de crédits des banques s'écrit sous la forme : $a_2 = 1.386 p_8 + \varepsilon_i$ (3)

L'estimation du coefficient associé à p8 permet d'avoir l'odds ration quand la fourniture de garanties réelles et solides varie d'un niveau :

$$RC = \exp(\beta_1) = 4 \quad (4)$$

Ainsi, l'octroi de crédits par les banques est une fonction positive de la fourniture de garanties réelles et solides.

Tableau 8. Pseudo R-deux

Cox et Snell	,214
--------------	------

Nagelkerke	,285
McFadden	,174

Source: Etabli par les auteurs

➤ **Modèle logit pour les produits les plus sollicités**

Tableau 9. Estimation des paramètres

a2a	B	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour Exp(B)	
			Borne inférieure	Borne supérieure
1,0 s1	1,099	3,000	,968	9,302

Source: Etabli par les auteurs

▪ **La modalité de référence est : ,0.**

Tableau 10. Pseudo R-deux

Cox et Snell	,230
Nagelkerke	,307
McFadden	,189

Source: Etabli par les auteurs

➤ **Modèle logit pour les motifs de rejet**

Tableau 11. Estimation des paramètres

a2a	B	Exp(B)	Intervalle de confiance 95% pour Exp(B)	
			Borne inférieure	Borne supérieure
1,0m1	2,398	11,000	1,420	85,201

Source: Etabli par les auteurs

▪ **La modalité de référence est : ,0.**

Tableau 12. Pseudo R-deux

Cox et Snell	,456
Nagelkerke	,608

McFadden | ,440

Source: Etabli par les auteurs

CONCLUSION

Durant cette recherche, nous avons essayé d'éclaircir notre préoccupation majeure qui consistait à tenter de cerner les éventuels freins et entraves que rencontrent les PME dans leur recherche de financements bancaires. Pour se faire, nous avons concentré nos efforts sur les établissements de crédit présents dans la place financière de Bejaia.

Notre idée de départ est que cette catégorie d'entreprises est constamment en quête de fonds et de soutiens financiers pour concrétiser ses projets, qu'ils soient d'ordres d'investissement (création/extension ou renouvellement), d'exploitation, ou bien même d'innovation. Et ce, en identifiant les différents freins et obstacles entravant l'accès de ces PME au financement bancaire qui demeure le principal levier de concrétisation de leurs projets.

D'après les résultats obtenus suite à notre enquête de terrain effectuée par questionnaire auprès des banques de la place financière de Bejaia, et après analyse des résultats et confortement économétrique, nous avons pu dégager les résultats suivants:

- ✓ Le schéma procédurier bancaire jugé long et rigoureux, constitué des nombreux mécanismes et paliers d'analyse et de validation des crédits, qui demeure un frein au développement des PME, ce qui leurs engendre des retards et des pertes sèches, notamment ceux liés aux frais d'étude des dossiers) ;
- ✓ L'aspect réglementaire algérien, considéré pénalisant, autant pour les PME que pour les banques (on cite l'exemple du financement des entreprises de revente en l'état hors matériel médical et intrants à la production nationale), ce qui se répercute de manière sensiblement négative sur l'activité de ces deux composantes incontournables de l'économie;
- ✓ L'exigence des banques en contrepartie d'un financement de garanties réelles et tangibles, sans se

contenter des cautions personnelles et solidaires des associés, ce qui freine de manière systématique les projets des PME ;

- ✓ Les coûts des crédits accordés aux PME qui demeurent élevés, ce qui pénalise fortement ces entreprises qui se doivent de revoir leurs priorités ainsi que le volume de leurs investissements, et parfois même les contraint à abandonner leurs projets ;
- ✓ Les privilèges et souplesses de traitement accordés par les établissements financiers à certains groupes de sociétés au détriment d'autres, ou bien à certains secteurs d'activité plus que d'autres, notamment ceux accordés à l'industrie au détriment de la revente en l'état et du BTPH.

La finalité étant d'avancer des recommandations concrètes à la problématique posée, et à fin d'alléger le processus d'accès des PME au financement bancaire, notamment les enseignes bancaires présentent dans la wilaya de Bejaia, nous allons illustrer la série de suggestions et de recommandations suivantes :

- Allègement des mesures réglementaires et gouvernementales, telle que l'instruction 05-2017 émise par la banque d'Algérie envers les entreprises importatrices versées dans la revente en l'état, qui oblige ces dernières à provisionner leurs opérations à hauteur de 120% un mois avant l'expédition de leurs marchandises, ou bien la loi n° 20-16 du 31 décembre 2020 portant loi de finances pour 2021, notamment l'article 118, qui exige un différé de paiement de quarante-cinq jours après embarquement des marchandises. Ces deux textes freinent considérablement les marges de manœuvre des entreprises par l'immobilisation de leur trésorerie, et reconsidèrent leurs relations avec leurs partenaires étrangers ;
- La nécessité de mettre en place de réels leviers et mécanismes de priorisation de certains projets voir de certains secteurs d'activité, autant par les pouvoirs

publics que par les banques, et qui sont censés être porteurs de richesse et créateurs d'emplois, en particulier l'industrie ;

- Privilégier les approches dites de partenariat contrairement à celles communément appelées créancier-débiteur, dans une perspective de collaboration solide et de long terme ;
- Recourir davantage à la négociation et aux tarifs préférentiels en matière de coûts et de gestion des crédits, du moins pour certains projets ou certains secteurs d'activité, ce qui pourrait sans nul doute créer une aubaine pour les PME en quête de financement pour leurs projets ;
- Allègement des exigences des banques en matière de garanties envers les PME porteuses de projets, ainsi, nous recommandons la généralisation des cautions personnelles et solidaires des associés à hauteur des engagements octroyés et pour un certain volume de crédit, en parallèle, nous préconisons le recours aux hypothèques et aux nantissements que pour les projets ou les entreprises jugées à risques élevés ou dont les montants des crédits sont considérablement importants, donc non couverts en totalité par les cautions;

Pour conclure, nous insistons sur rôle de l'Etat, qui se doit d'être à l'écoute, aux facilitations, et à l'encouragement de cette catégorie d'entreprises sensée être la locomotive de la croissance économique et de l'emploi.

Bibliographie

- [1] AHOUISSOU, B. A., et ANDRIAMAHENINA, M. N, (2012), *Rapport de la mission d'évaluation finale de la stratégie nationale de microfinance SNMF 2008-2012 de Madagascar*, 2^{ème} édition PNUD et UNCDF, Paris.
- [2] Bank of Algeria instruction n ° 05-2017 of October 22, 2017 setting the specific conditions relating to the domiciliation of import operations for goods intended for resale as is.

- [3] BARREAU J, DELAHAYE J, & DELAHAYE F, (2005), *Gestion financière*, DECF 4, 14eme édition DUNOD, Paris.
- [4] BOLDRINI, J. C, (2008), « *Caractériser les pratiques de conception des PME pour mieux accompagner leurs projets d'innovation* ». *Revue internationale PME: Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, Vol.21(1), Paris, pp. 9–34.
- [5] BRESSY, G., et KONKUYT, C, (2004), *Economie d'entreprise*, 7^{ème} édition, DALLOZ, Paris.
- [6] COHEN, E, (1991), *Gestion financière de l'entreprise et développement financier*, Edition EDICEF/AUPELF, Paris.
- [7] DUFOURCQ, N, (2014), « *Le financement des PME : un enjeu de compétitivité*, In *Revue d'économie financière* », Vol. 114, 2014, Paris, pp.39-53.
- [8] Economic information bulletin of the Ministry of SMEs and Crafts. Available on the site: <http://www.pmeart-dz.org>.
- [9] Fillion L.J, (2007), *Le management des PME : de la création à la croissance*, Edition Pearson Education, Paris.
- [10] GINGLINGER E, (1991), *Gestion financière de l'entreprise*, Edition DALLOZ, Paris.
- [11] JULIEN, P.A, (1997), *Les PME : bilan et perspective*, Edition Economica, Paris.
- [12] Law n ° 20-16 of 16 Joumada El Oula 1442 corresponding to December 31, 2020 on the finance law for 2021, in its article 118 of the official journal n ° 83 of 12/31/2020.
- [13] Law n ° 17-02 of 11 Rabie Ethani 1438 corresponding to January 10, 2017 in its article n ° 5 on the orientation law on the development of Small and Medium Enterprises (PME), published in the Official Journal n ° 02 of January 11, 2017.
- [14] Law n ° 01_18 of December 12, 2001, art 4 (Official Gazette of the Algerian Republic N ° 77) of 12/15/2001.
- [15] MOURGUES N, (2008), *Le choix des investissements dans l'entreprise*, Edition Economica, Paris.
- [16] SALES-WUILLEMIN, E, (2012), « *Méthodologie de l'enquête*, in : Bromberg Marcel et Trognon Alain (Eds.) *Psychologie Sociale1* », Presses Universitaires de France, pp.45-77.

[17] SILEM, A, (2018), *Lexique d'Economie*, 10 ème édition
Dalloz, paris.